



*Liberté • Égalité • Fraternité*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,  
DE L'OUTRE-MER, DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE L'IMMIGRATION**

# **LES FINANCES DES COMMUNES DE 10.000 HABITANTS ET PLUS EN 2009**

Collection

**Statistiques et finances locales**

**Direction générale des collectivités locales**

# Avertissement

Cette publication des « Finances des communes de 10 000 habitants et plus en 2009 » poursuit les changements amorcés dans les publications sur les finances des communes depuis 2005.

La population prise en compte pour déterminer les communes dont la population totale atteint ou dépasse 10 000 habitants en 2009, est la population légale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 (millésimée 2006). Ainsi 24 communes se sont ajoutées, et 21 se sont soustraites des 948 communes de 10 000 habitants et plus sur lesquelles portait la brochure précédente. Nous avons dû également exclure une commune du champ d'étude 2009, faute de disponibilité du compte administratif.

En règle générale, les évolutions par rapport à 2008 sont présentées en euros courants. Des calculs à champ constant (sur 878 communes) neutralisent la modification de périmètre. Pour établir l'évolution en euros constants, les montants 2009 sont déflatés par l'indice de prix du PIB 2009 tel qu'il est connu en février 2011.

Pour l'analyse de l'influence de l'intercommunalité, les évolutions ont été calculées sur les communes métropolitaines de 10 000 habitants et plus présentes en 2008 et 2009 dans la composition communale des groupements au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Comme dans les éditions précédentes, l'analyse traite séparément les communes métropolitaines (hors Paris) de 10 000 habitants et plus et les communes des quatre départements d'outre-mer en raison de leurs spécificités.

En complément, pour avoir une vision plus large sur les finances du secteur communal, c'est-à-dire les communes et les groupements de communes à fiscalité propre, les publications « les finances des communes de moins de 10 000 habitants en 2009 » et « les finances des groupements de communes en 2009 » sont également en ligne.

**Les finances des communes de 10 000 habitants et plus en 2009**  
a été élaboré au Département des études et des statistiques locales  
de la Direction générale des collectivités locales  
par **Karine SOGUET**

*Avril 2011*

Directeur de la publication : **Eric Jalon**

# Les finances des communes de 10 000 habitants et plus en 2009

## Sommaire

<b>Avant-propos</b>	<b>4</b>
<b>Evolution globale en France métropolitaine</b>	<b>5</b>
<b>Evolution des budgets des communes de 10 000 habitants et plus (France métropolitaine, hors Paris)</b>	<b>6</b>
<b>Analyse d'ensemble des communes métropolitaines de 10 000 habitants et plus (hors Paris)</b>	<b>7</b>
1- Baisse des dépenses de fonctionnement	8
2- Légère baisse des recettes de fonctionnement	10
3- Amélioration du niveau d'épargne	14
4- Poursuite de la baisse de l'investissement direct	15
5- Baisse du recours à l'emprunt pour financer les investissements	15
6- Baisse de l'endettement des communes	16
7- Le fonds de roulement au 31 décembre 2009	17
<b>Données financières par strate de population</b>	<b>18</b>
<b>Evolution des données budgétaires 2008-2009 par strate de population</b>	<b>20</b>
<b>Analyse d'ensemble des communes de 10 000 habitants et plus des départements d'outre-mer</b>	<b>21</b>
<b>Influence de l'intercommunalité</b>	<b>22</b>
<b>Dispersion par rapport à la moyenne pour les communes de métropole</b>	<b>27</b>
<b>Représentations régionales</b>	<b>27</b>
<b>Répartition par fonction des dépenses des communes de 10 000 habitants et plus</b>	<b>29</b>
<b>Annexes</b>	<b>31</b>
1. Définitions et modes de calcul des concepts utilisés (nomenclature M14)	32
2. Structure de répartition des communes par strate de population et par région	33
3. Les groupements de communes	35

## Avant-propos

Cet ouvrage présente une synthèse de l'analyse des comptes administratifs 2009 des communes de 10 000 habitants et plus. Il se veut un outil de travail à destination de toute personne s'intéressant à la situation financière d'une ou plusieurs communes. En regroupant de nombreuses données synthétiques, il doit faciliter la comparaison d'une ou plusieurs situations communales à une situation de référence judicieusement choisie.

La mise à disposition d'un grand nombre de ratios (dépenses par habitant, poids de l'annuité de la dette ...) a vocation à rendre cette matière a priori complexe des finances communales plus intelligible et abordable par le plus grand nombre. En effet ces ratios sont calculés pour de nombreux groupes de référence auxquels peuvent s'identifier les communes. La comparaison est d'autant plus riche d'enseignements qu'elle prend en compte les multiples facettes de l'équilibre financier d'une commune. Parmi les grands axes de lecture, on pourra ainsi distinguer :

- le **service rendu** par les communes mesuré par les niveaux et structures des dépenses réelles de fonctionnement,
- **l'effort d'équipement et son financement** mesuré par le niveau des dépenses d'investissement, d'équipement et la structure du financement,
- ou encore **la charge de la dette et la marge de manœuvre** appréhendée par le niveau de la dette, le poids de l'annuité de la dette sur le fonctionnement et le taux d'autonomie financière.

Ces dimensions sont bien sûr interdépendantes et peuvent être complétées par l'étude d'autres points comme les dépenses par fonction et par des statistiques concernant des éléments non financiers de la commune.

Les données mobilisées pour l'élaboration de cet ouvrage sont issues du recensement de la population légale entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2009 (millésimée 2006), des comptes administratifs 2009 des communes et, pour la partie fonctionnement des communes de 10 000 à moins de 30 000 habitants uniquement, de l'exploitation des comptes de gestion fournis par la Direction générale des finances publiques (DGFIP), et enfin des données fiscales également fournies par la DGFIP.